

---

## La Suisse et le système onusien : la 21<sup>ème</sup> Conférence de la FAO

*Die Schweiz und das UNO-System : die 21. FAO-Tagung*

Daniel Fino

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1143>

DOI : [10.4000/aspd.1143](https://doi.org/10.4000/aspd.1143)

ISSN : 1663-9669

### Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

### Édition imprimée

Date de publication : 31 août 1982

Pagination : 267-273

ISSN : 1660-5934

### Référence électronique

Daniel Fino, « La Suisse et le système onusien :

la 21<sup>ème</sup> Conférence de la FAO », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 2 | 1982, mis en ligne le 27 janvier 2013, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1143> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.1143>

---

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© The Graduate Institute | Geneva

---

# La Suisse et le système onusien : la 21<sup>ème</sup> Conférence de la FAO

*Die Schweiz und das UNO-System : die 21. FAO-Tagung*

Daniel Fino

---

## NOTE DE L'ÉDITEUR

En français, résumé seulement. Lire l'article original en allemand dans *Schweizerisches Jahrbuch für Entwicklungspolitik* : « [Die Schweiz und das UNO-System : die 21. FAO-Tagung](http://sjep.revues.org/954) », <http://sjep.revues.org/954>.

---

## RÉSUMÉS

La Suisse, bien que n'étant pas membre de l'ONU, fait partie de la plupart des organisations et conférences groupées dans le système des Nations Unies, et, entre autres, de la FAO. L'auteur aborde ici les problèmes institutionnels qui ont surgi lors de la dernière conférence de la FAO, particulièrement à propos de l'efficacité de cette organisation, du montant du budget, et des modalités de contrôle des projets et autres activités menées par la FAO. La Suisse, en compagnie de cinq autres pays industriels, a voté contre le budget présenté par le directeur. Elle a justifié cet acte par le souci de rendre à la FAO une plus grande efficacité, et de lutter contre les coûts administratifs, jugés beaucoup trop hauts. La plupart des pays en voie de développement ne suivaient pas cette analyse et ont donc adopté le budget, à une confortable majorité. Les pays industriels ont également tenté de faire admettre le principe d'évaluations externes à l'organisation. La direction de la FAO et la plupart des pays en voie de développement y sont plutôt opposés, jugeant le contrôle interne suffisant. La discussion a également porté sur le

*Technical Cooperation Programme*, dont les pays industriels jugent qu'il a dépassé ses buts premiers en ne se bornant pas à traiter les cas d'urgence, et en ne se préoccupant pas assez des pays les plus pauvres. L'auteur conclut en approuvant l'attitude de « participation critique » dont fait preuve la Suisse à l'égard de la FAO ; il y voit un moyen pour ce pays de participer activement au processus de formation de l'opinion, tant à la FAO qu'au sein d'autres organisations internationales.

## AUTEUR

**DANIEL FINO**

Collaborateur au Service études et projets de l'Institut universitaire d'études du développement,  
Genève